



Victoire de Meloni en Italie: quels enseignements pour la droite?

Quelles leçons la droite française peut-elle tirer de la victoire de la coalition des droites en Italie? La facilité consisterait à voir dans la victoire de Meloni celle de l'union des droites ainsi que de la conséquence de la radicalisation de l'opinion publique sur les questions identitaires et d'immigration. Si elle est en partie juste, cette analyse ne suffit pas à comprendre une recomposition politique qui, au-delà du cas italien, traverse toutes les démocraties occidentales, comme on a pu le voir il y a peu en Suède également.

D'une part, parce que la stratégie d'union des droites, victorieuse en Suède comme en Italie dans des scrutins à dominante proportionnelle, est difficilement reproductible dans un scrutin majoritaire à deux tours, où le vainqueur doit réunir au moins 50 % des voix, comme l'élection présidentielle française. Rappelons que Giorgia Meloni a obtenu sur son nom 25 % des voix, soit un score sensiblement équivalent à celui de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle et que, rassemblées, les droites italiennes réunissent entre 43 et 45 % des suffrages, soit légèrement plus que le Rassemblement national au second tour, mais moins que la majorité absolue nécessaire pour l'emporter en France.

D'autre part, et c'est sans doute là le plus important, les victoires de Meloni ou celle des démocrates de Suède, comme celle d'Orban, de Trump ou de Johnson avant eux, doivent se lire tout autant comme une révolte des classes populaire et moyenne occidentales que comme un phénomène de droitisation. Celle-ci est liée

à l'immigration de masse, et à l'insécurité physique et culturelle qui en découle, mais pas seulement. Plus largement, le « populisme » est le fruit de quatre décennies de mondialisation qui auront permis aux pays émergents de sortir de la pauvreté et même de prospérer, mais qui auront aussi vu le niveau de vie des classes populaires et moyennes occidentales stagner, voire décliner, ainsi que leurs modèles sociaux bouleversés.

À ce double décalage culturel et économique, il faut ajouter une forme de dépossession démocratique. En effet, sur fond de globalisation, à la souveraineté du demos se sont peu à peu substitués les forces du marché, les poids grandissant d'institutions financières, mais aussi technocratiques et juridiques non élues, à commencer par l'Union européenne, qui ont dicté au peuple la marche à suivre. Le vote populiste peut donc aussi se lire comme un appel au secours démocratique, une tentative pour les peuples de « reprendre le contrôle ». En Italie, si Meloni, à finalement pris l'ascendant sur Berlusconi, mais aussi sur Salvini, n'est-ce pas moins en raison de son soutien à Kiev et de son anti-poutineisme, comme on l'a beaucoup écrit, que grâce à son refus de soutenir, contrairement à ses alliés de la Ligue et de Forza Italia, le gouvernement technocratique et pro-Union européenne de Mario Draghi? En cela, l'ingérence d'Ursula von der Leyen dans la fin de campagne italienne n'a probablement fait que galvaniser la volonté d'une partie des Italiens de résister au « diktat » de Bruxelles.

Meloni, héritière du Mouvement social italien (parti post-fasciste), au-delà de sa fermeté en matière d'immigration

et de son conservatisme sur le plan sociétal, se distingue en outre de ses alliés par son interventionnisme, ce qui explique son succès dans les régions pauvres de l'Italie du Sud, et plus largement dans les zones périphériques et rurales de la péninsule. Si elle est favorable à la suppression du revenu de citoyenneté (équivalent du RSA) mis en place par le premier gouvernement Conte, ainsi qu'à une baisse de la pression fiscale pour les entreprises et les familles, Meloni prône cependant la préférence nationale en matière d'emploi et de logement ainsi que des mesures de soutien et de protection en matière économique : augmentation des petites retraites, baisse de la TVA sur un ensemble de produits, participation des salariés aux résultats et à la gestion des entreprises, défiscalisation des heures supplémentaires, allocation-chômage pour les « travailleurs autonomes », renforcement des transports publics, taxation des produits extra-européens, relocalisation des entreprises en Italie, etc.

De même, les Démocrates de Suède se présentent aussi bien comme les champions de la lutte contre l'immigration que comme les meilleurs défenseurs de l'État-providence. Réduire les flux migratoires, étant, selon eux, le meilleur moyen de préserver leur mode de vie, mais aussi leur modèle social, y compris leur système de retraite. En France, les études montrent les très fortes attentes en matière de sécurité, de réduction de l'immigration, de lutte contre l'islamisation. Autant de thématiques ignorées par la gauche qui font pencher la France plutôt à droite. Mais ces mêmes études montrent parallèlement que les Français,

en particulier les classes moyennes et populaires, sont également attachés à la lutte contre les inégalités et le chômage, soucieux d'améliorer leur pouvoir d'achat et de défendre un État fort et souverain. Au-delà de la grille de lecture droite-gauche, ils sont donc en demande de protection. Le vote dit « populiste » en Italie, en Suède, comme en France, est l'expression de cette demande. Une éventuelle victoire de la droite dans notre pays passera moins par des combinaisons d'appareils (même si ces dernières peuvent être nécessaires) que par une reconfiguration idéologique prenant en compte ce besoin de protection.

Les rencontres du FIGARO



**ALAIN FINKELKRAUT
ET PIERRE MANENT**

le mercredi 19 octobre à 20h,
Salle Gaveau.

Tarif: 25 €.

Réservations : 0170 37 18 18
ou www.lefigaro.fr/rencontres.